

---

# Bosnie-Herzégovine : conséquences de la mise à l'arrêt de l'usine Aluminij de Mostar

## Description

Aluminij d. d. Mostar est une société par actions spécialisée dans la production d'aluminium et basée à Mostar (FBiH). Le 9 juillet 2019, les dettes s'étant accumulées et ne permettant plus d'honorer les factures, l'activité de l'usine a été subitement arrêtée. Près de 900 salariés se sont ainsi retrouvés sans activité et ont bruyamment manifesté leur mécontentement dans le stade municipal et devant les locaux du parti politique HDZ (Unité démocratique croate, la formation du maire Ljubo Bešlić) où des réunions venaient d'être organisées avec des syndicalistes. Ces derniers reprochent à la direction sa mauvaise gestion.

Le 13 août suivant, le président du Syndicat indépendant des ouvriers de l'aluminium de Mostar Romeo Biokšić a déclaré que les dernières réunions de concertation et le projet de reprise de la production de l'usine d'aluminium avaient échoué.

Il a alors appelé à de nouvelles manifestations : la première échéance annoncée est un rassemblement devant les locaux du HDZ de Mostar le 5 septembre. Les autorités policières ont immédiatement annoncé que cette action ne serait pas autorisée et que, partant, le syndicat serait tenu judiciairement responsable en cas de débordement. Elles ont précisé que les deux seuls lieux de regroupement habituellement tolérés (par arrêté municipal du 3 mars 2014) sont deux terrains de sport de la ville.

Le syndicat de métallurgistes tient le HDZ pour responsable de la situation. Il s'est publiquement étonné de l'interdiction de rassemblement opposée par les autorités municipales et a rappelé une liste d'événements au cours desquels l'arrêté municipal n'avait pas été respecté sans que la police de Mostar n'intervienne. Il a notamment cité les manifestations organisées à la suite du suicide, en novembre 2017, d'un ancien militaire croate mis en cause par le Tribunal international de La Haye, puis en réaction à la défaite de Dragan Čović face à Željko Komšić lors de l'élection présidentielle d'octobre 2018. Pour sa part, le HDZ rejette la responsabilité de la situation actuelle sur l'État central bosnien, partiellement propriétaire de l'entreprise.

**Sources** : Agence FENA, HR N1, Slobodna Bosna, Youtube.

## date créée

31/08/2019

## Champs de Méta

**Auteur-article** : Stéphan Altasserre